

ANALYSE

L'élection de Trump, bonne ou mauvaise nouvelle pour les entreprises françaises ?

Une relance de l'économie américaine serait profitable aux entreprises françaises, qui y trouvent leur cinquième débouché à l'international. Mais la perspective d'un affrontement commercial et douanier représente une menace existentielle pour une Europe affaiblie.



Pour les industries françaises du vin et des spiritueux, traditionnellement exportatrices vers les Etats-Unis, la mise en place de barrières douanières serait dévastatrice. (Olivier Douliery/AFP)

Par **David Barroux**

Publié le 6 nov. 2024 à 16:36 | Mis à jour le 6 nov. 2024 à 17:53

 Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

Au lendemain de la **victoire de Donald Trump**, le capitalisme français se pose une question légitime : le retour du républicain à la Maison-Blanche sera-t-il une bonne ou une mauvaise nouvelle pour nos entreprises ?

Côté pile, il y a bien sûr que, à l'heure où le **ralentissement de l'activité économique en Chine** a privé nos industriels d'un de leurs principaux moteurs de croissance, voir un homme politique qui a fait de la relance économique une priorité s'emparer du pouvoir est plutôt positif. Donald Trump en a fait la promesse, il est pour la **baisse des taux d'intérêt** et de la fiscalité qui pèse sur les entreprises. Cela pourrait gonfler **le pouvoir d'achat du consommateur américain** et lui redonner de l'appétit tout en favorisant nos entreprises tricolores qui disposent d'une présence massive sur le territoire américain.

750.000 salariés sur place

Sur la durée, nos entreprises ont investi plus de 325 milliards de dollars dans leur présence américaine et emploient sur place presque 750.000 salariés. Les Etats-Unis sont **notre cinquième débouché à l'international** et représentent autour de 8 % de nos exportations. Mais en plus, nous sommes au fil du temps **devenus très américains en Amérique**, et une relance de cette économie nous sera profitable.

Les patrons tricolores le disent souvent : « Mieux vaut 2 ou 3 points de croissance sur un marché américain relativement stable et prévisible que 5 % à 10 % de croissance dans des pays émergents ». Surtout à l'heure où la priorité de nombre de comex est de se « dérisquer » en réduisant leur exposition au marché chinois.

LIRE AUSSI :

- **PORTRAIT - Donald Trump, le survivant**
- **DECRYPTAGE - Ce que Donald Trump a promis de faire dès le premier jour de son mandat**

Côté face, il faut en revanche avoir la lucidité de reconnaître que Donald Trump, en dépit de son côté capitaliste, n'est pas franchement libéral et est résolument hostile au libre-échange. **Le bras de fer qu'il avait engagé avec la Chine** lors de son premier mandat a certes retenu l'attention. Mais avant même de revenir à Washington, celui qui n'était alors que candidat a déjà prévenu l'Europe qu'elle serait, elle aussi, la cible de la guerre commerciale qu'il s'apprête à déclencher.

La Chine et l'Europe dans le viseur

La Chine, qui peut s'attendre à une hausse massive et généralisée des droits de douane, redoute des surtaxes allant de 60 % à 100 %, comme celles qui frappent déjà ses fabricants de voitures électriques. Mais l'Europe n'échappera sans doute pas à des hausses de droits de douane d'au moins 10 %, dont il reste à voir si elles frapperont toutes les industries avec la même intensité.

« Je vais vous dire, l'Europe, ça a l'air gentil. Mais ils n'achètent pas nos voitures, ils n'achètent pas nos produits agricoles. Ils nous vendent en revanche des millions et des millions de voitures. Cela ne va pas durer, il va falloir qu'ils payent et qu'ils payent cher », a lancé Donald Trump dans la dernière ligne droite de sa campagne.

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE - L'Allemagne redoute le pire avec Donald Trump**
- **LE REGARD DU JOUR - Trump, la victoire de l'énergie vitale**

Pour nos entreprises, la perspective d'une bataille douanière est aujourd'hui doublement menaçante. Certes, une bonne part de nos entreprises qui produisent aux Etats-Unis, dans la chimie, la pharmacie, les matériaux de construction, les biens d'équipements ou la distribution et les services, échapperont en partie aux sanctions.

Même un Airbus, notre principal exportateur vers les Etats-Unis, dispose - comme de nombreux acteurs de notre filière aéronautique qui livrent aussi son grand concurrent Boeing - d'une base industrielle et d'assemblage américaine qui pourrait monter en puissance, lui permettant ainsi d'encaisser au moins partiellement une forme de protectionnisme made in USA.

Victimes collatérales

Mais pour d'autres, dans le textile, la mode, l'agroalimentaire, le vin et les spiritueux, une hausse des taxes à l'importation serait incontestablement une très mauvaise nouvelle. Sur les produits les plus haut de gamme, peu concurrencés par des produits américains ou qui sont vendus avec des marges importantes sur lesquelles il est possible de jouer pour amortir l'impact, il existe bien sûr une capacité à encaisser le choc.

Pour ceux qui sont plus sur les segments de la grande consommation, très sensibles au prix, ou sur un marché automobile très concurrentiel, l'inflation qu'engendrerait une hausse des taxes à l'importation pourrait être, par contre, beaucoup plus destructrice.

LIRE AUSSI :

- **Présidentielle américaine : les résultats Etat par Etat**
- **SERIE - Ces marques françaises qui partent à l'assaut des Etats-Unis**

Surtout, les producteurs européens en général et français en particulier pourraient être les principales victimes collatérales d'un bras de fer poussé à l'extrême entre la Chine et les Etats-Unis. Dans le solaire, l'acier ou la voiture électrique, nos industriels l'ont déjà constaté : quand le marché américain se ferme aux exportateurs chinois, ces derniers déversent leurs surcapacités en cassant encore plus les prix en Europe et dans le reste du monde. Cela contribue à intensifier la concurrence sur notre marché domestique et nous prive de relais de croissance dans des pays tiers.

Repli sur soi

Surtout, la bataille qui se dessine démontre à quel point l'Europe, aujourd'hui, est affaiblie et dépendante à la fois des autres blocs et du commerce mondial. Les Etats-Unis, qui disposent d'un vaste marché domestique unifié, d'une énergie et d'une main-d'oeuvre abondantes et qui se trouvent sur un continent en paix, peuvent se payer le luxe d'un repli sur soi.

Sur le long terme, **la fin de la mondialisation** ne serait pas une bonne nouvelle pour les Etats-Unis, mais à court terme, c'est bien l'Europe et nos entreprises qui seraient les principales victimes d'un monde dans lequel les frontières se redressent.

David Barroux

THÉMATIQUES ASSOCIÉES

Airbus

Boeing

Commerce International

Donald Trump